



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Convention opérationnelle de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la Création de l'Usine de Production d'Eau Potable (UPEP) Valedeau entre la Régie des Eaux, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé en mai 2013, prévoit un programme d'aménagement pour le renforcement et la sécurisation des infrastructures sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Il comprend notamment la création d'une nouvelle usine de production d'eau potable sur le site de Valedeau, situé sur la Commune de Montpellier. Cette usine a pour but de sécuriser l'alimentation en eau potable du système Lez (produite par l'Usine Arago) qui dessert actuellement 9 communes de la Métropole, dont Montpellier, ainsi qu'une partie de l'Agglomération du Pays de l'Or et le Syndicat Mixte d'Eau Potable du Pic Saint Loup ; soit à échéance 2040 une population de 415 000 habitants. Cette sécurisation vise à disposer d'un deuxième site de production d'eau potable avec une ressource autre que le Lez (ressource Bas Rhône Languedoc) et ce en quantité suffisante.

Dans le cadre de la mise en application de la démarche « Eviter, Réduire, Compenser » (ERC), une demande de dérogation au titre des espèces protégées a été déposée auprès des services de l'Etat et pour laquelle un « *avis favorable sous conditions* » a été délivré par arrêté préfectoral n°DREAL-DBMC-2021-295-002. Conformément à l'arrêté préfectoral, et compte tenu des impacts résiduels sur des espèces protégées, il a été convenu de la mise en œuvre de mesures compensatoires sur une superficie de 3,05 hectares, et pour une durée de 30 ans.

La Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie ont engagé une coopération depuis 2019, par le biais d'une convention de partenariat, afin de planifier une stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire de la Métropole. Dans ce cadre, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels Occitanie déclinent conjointement une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation du patrimoine naturel et des actions de compensations environnementales potentielles, liées aux projets d'aménagements, d'infrastructures ou d'équipements. A ce titre, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie peuvent engager des collaborations pour réaliser un plan de gestion et mettre en œuvre les mesures compensatoires associées.

A cette fin, il est proposé la conclusion d'une convention de coopération opérationnelle tripartite (Métropole, Régie et CEN) en vue de réaliser le plan de gestion et de mettre en œuvre les mesures compensatoires prévues à l'arrêté de la nouvelle usine d'eau potable de Valedeau.

Le Domaine de la Condamine, propriété de la Métropole, située sur la Commune de Montpellier a été retenu pour la mise en œuvre de ce projet compensatoire. D'une superficie de 5,02 hectares, il est composé de parcelles en maraîchage conduites en agriculture biologique et fait l'objet d'un Bail Rural à clauses Environnementales (BRE), conclu avec « *Terracoopa* » pour le compte des membres du « *Collectif de la Ferme de la Condamine* ». Sur ce domaine, trois parcelles et un ensemble de murets, totalisant une superficie de 2,75 hectares, ont été identifiés pour accueillir les mesures compensatoires (créations de gîtes à reptiles, plantation de haies, réhabilitation de bandes enherbées, création de mare, *etc.*). Ainsi, dans le cadre de la présente convention, la réalisation du plan de gestion et la mise en œuvre des mesures compensatoires concerneront ces espaces.

En parallèle, une surface complémentaire de 0,4 hectare sera également mobilisée sous 14 mois et intégrée dans la gestion environnementale afin de respecter la superficie compensatoire imposée par l'arrêté préfectoral (3,05 hectares). Une action foncière est actuellement engagée. A cette issue, un avenant à la présente convention viendra préciser le périmètre complémentaire et les modalités de sa mise en gestion.

Dans le cadre de la convention, la coopération entre la Régie des Eaux, la Métropole et le CEN Occitanie s'organise ainsi :

- Réalisation d'un état initial naturaliste (flore, faune, habitats naturels) du site de compensation ;
- Réalisation et mise à jour du plan de gestion environnementale tous les 5 ans ;
- Mise en application du plan de gestion environnementale sur 30 ans, selon les modalités identifiées dans son élaboration ;
- Coordination avec les différents partenaires impliqués ;
- Suivi administratif et budgétaire.

Cette convention est effective à compter de sa date de signature par les parties et pour une durée de 30 ans. Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 98% par la Régie des Eaux et 2% par le CEN Occitanie.

Le montant prévisionnel total des frais inhérents à la mise en œuvre de la présente convention jusqu'au terme des mesures compensatoires (30 ans) ne peut pas être arrêté à ce stade. Il est estimé à 495 550 € HT. Ce montant sera affiné à l'issue de l'élaboration du premier plan de gestion. Il sera révisé, *a minima*, tous les 5 ans à l'issue du renouvellement des plans de gestion. Eu égard à la durée de la coopération entre les parties, ce montant prévisionnel sera décliné sur la durée totale de la coopération selon un programme pluriannuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle tripartite de gestion environnementale des mesures compensatoires liées la création de l'usine de production d'eau potable Valedau entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183385-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention opérationnelle 3M-CEN-RE3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.